



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

**Arrêté n° PCICP2025219-0010**

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires de mesures conservatoires visant à réduire l'impact sur les populations de Busards du parc éolien d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN exploité par la SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION ÉOLIENNE D'ORVILLIERS ET MESGRIGNY sur le territoire des communes de CHÂTRES et d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN

---

Le préfet de l'Aube  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 411-1, L. 511-1, L. 553-1, R. 181-45, R. 511-9 et R. 512-69 ;

**VU** le code de justice administrative et notamment son article R. 311-5 ;

**VU** l'annexe IV de la directive « Habitats/Faune/Flore » 92/43/CEE du 21 mai 1992 fixant des listes d'espèces animales et végétales d'intérêt européen qui nécessitent une protection stricte sur le territoire des États membres de l'Union européenne ;

**VU** le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 12 ;

**VU l'arrêté préfectoral n° 2014049-0004 du 18 février 2014 autorisant la SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION ÉOLIENNE D'ORVILLIERS ET MESGRIGNY à exploiter sur le territoire des communes de CHÂTRES et d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;**

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** le porter à connaissance de février 2025 relatif au suivi de l'avifaune du parc réalisé en 2024, rédigé par le CPIE du Sud Champagne pour la SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION ÉOLIENNE D'ORVILLIERS ET MESGRIGNY ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 4 juin 2025 ;

**VU** le courrier recommandé du 4 juin 2025 avec accusé de réception du 10 juin 2025 transmettant le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires à la SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION ÉOLIENNE D'ORVILLIERS ET MESGRIGNY et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**VU** l'absence d'observations présentées par l'exploitant sur ce projet, spécifiée par courriel du 25 juin 2025 ;

**CONSIDÉRANT** qu'au vu du suivi mis en place depuis 2019, l'organisme chargé du suivi avifaunistique, le CPIE Sud Champagne, propose un bridage pour favoriser les populations de busards ;

**CONSIDÉRANT** que cette mesure fait notamment suite à des cas de mortalité de busards adultes (Saint-Martin et cendré) en période de nidification à proximité du parc éolien ;

**CONSIDÉRANT** que ces mortalités semblent être liées à une diminution de la vigilance des adultes durant les phases d'alimentation des jeunes au nid ;

**CONSIDÉRANT** que la zone est régulièrement survolée en fin de nidification par des jeunes busards, particulièrement sensibles au risque de collision avec les pales en fonctionnement ;

**CONSIDÉRANT** que la mesure de bridage proposée consiste à mettre à l'arrêt les éoliennes concernées du début de la nidification à 7 jours après l'envol des jeunes lorsqu'un nid est détecté à proximité des éoliennes ;

**CONSIDÉRANT** que cette mesure est de nature à réduire le risque de mortalité par collision sur les busards en période de nidification ;

**CONSIDÉRANT** les atteintes potentielles du parc aux intérêts protégés par l'annexe IV de la directive « Habitats/Faune/Flore » 92/43/CEE du 21 mai 1992 et l'article L. 411-1 susvisés ;

**CONSIDÉRANT** que l'impact potentiel du parc sur les populations de busard justifie la mise en place de mesures conservatoires destinées à prévenir leur mortalité telles que l'arrêt des éoliennes en cas de nidifications à proximité des éoliennes ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositifs n'est pas assuré par la mise en œuvre des prescriptions préalablement édictées ;

**CONSIDÉRANT** que ces dispositions doivent être fixées par arrêté complémentaire conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

La SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION ÉOLIENNE D'ORVILLIERS ET MESGRIGNY, dont le siège social se situe 18 rue du 4 septembre à BÉZIERS (34500), ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation du parc éolien d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN situé sur le territoire des communes de CHÂTRES et d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN.

### **ARTICLE . ARTICLE 2 : ACTIONS CONSERVATOIRES EN FAVEUR DES POPULATIONS DE BUSARDS**

Afin de limiter les impacts du parc sur les populations de busards, l'exploitant met en œuvre, sur signalement de l'organisme chargé du suivi de l'avifaune, un arrêt des éoliennes dans les conditions suivantes.

Les éoliennes suivantes sont mises à l'arrêt dans l'intervalle d'1 heure après le lever du soleil jusqu'à 1 heure avant son coucher, lorsque la vitesse du vent est inférieure à 8 m/s, à compter du début de la nidification ;

- lorsqu'un nid est confirmé à moins de 300 mètres, pour les aérogénérateurs OR-3, OR-6, OR-8, OR-10 et OR-11 ;
- lorsqu'un nid est confirmé à moins de 200 mètres, pour les aérogénérateurs OR-1, OR-2, OR-4, OR-5, OR-7 et OR-9.

La mesure de bridage est levée en cas d'échec avéré de la reproduction ou sept jours après l'envol des jeunes.

Le bridage est levé en cas d'échec de la reproduction du nid ou 7 jours après l'envol des jeunes.

L'exploitant garde à disposition de l'inspection les documents permettant d'attester la mise en œuvre de ces bridages.

### **ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICATION**

Le présent arrêté est notifié au directeur de la SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION ÉOLIENNE D'ORVILLIERS ET MESGRIGNY.

Il est publié, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, sur le site internet des services de l'État pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairies de CHÂTRES et d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par les maires des communes précitées, dans leur mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par chacun des maires à la préfecture de l'Aube – Pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

### **ARTICLE 4 : EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires de CHÂTRES et d'ORVILLIERS-SAINT-JULIEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfète de NOGENT-SUR-SEINE.

Troyes, le 07 AOUT 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

#### **Délais et voies de recours :**

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Nancy par voie postale à l'adresse suivante : 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérécoeurs ([www.telerecoeurs.fr](http://www.telerecoeurs.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**Obligation de notification des recours :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.